

### France - Afrique - encouragement aux réformes économiques et à la démocratisation

Q - Faut-il, comme le disent certains, recoloniser l'Afrique ?

R - Cette idée est absurde. Il faut aider les Africains à bien se gérer eux-mêmes. Une aide exceptionnelle leur est aujourd'hui accordée pour assurer le succès de la dévaluation, elle ne pourra être indéfinie. Ils doivent profiter de cette période pour procéder à toutes les réformes nécessaires. C'est à cette condition qu'un courant d'investissement et de croissance économique pourra reprendre.

Q - On vous reproche parfois de privilégier, par rapport à l'Afrique, une approche un peu trop désincarnée et technocratique.

R - C'est peut-être ce que l'on dit dans certains milieux parisiens, mais cela n'a rien à voir avec la réalité. Aimer les Africains, cela ne consiste pas à les flatter au détriment de la vérité. Vous le savez : j'ai été confronté à une situation qui n'était guère brillante.

L'Afrique était en cessation de paiements. Son niveau de vie baissait, elle était isolée, les capitaux fuyaient. Il était donc indispensable de procéder à une opération du type de celle qu'avait réalisée le général de Gaulle en France en 1958 : dévaluer d'un côté, remettre de l'ordre de l'autre. Cela n'est certes pas agréable. Mais je crois que nombre d'Africains, surtout les jeunes élites, l'ont compris.

Q - Il y a tout un pan caractéristique des relations franco-africaines sous la Cinquième République que, semble-t-il, vous récusez : les relations personnelles, complices, presque familiales, avec les dirigeants du continent.

R - Mais qui vous a dit que je les récusais ? Sur quoi vous fondez-vous ? Posez donc la question aux Africains.

Q - Vos interlocuteurs africains ne pourront pas s'empêcher de penser, en vous accueillant, aux prochaines échéances électorales françaises. En êtes-vous conscient ?

R - Non, il ne faut pas tout mélanger.

Q - Tout de même, ce voyage, à dix mois de la présidentielle...

R - Fallait-il donc que je m'interdise d'aller en Afrique, ce qui aurait permis de prétendre que je m'en désintéresse. Comme toujours, les choses sont simples. Celui qui a décidé d'aider les Africains à prendre la décision courageuse de la dévaluation et de faire un effort exceptionnel en leur faveur, c'est moi. J'ai fait partager cette conviction aux autorités de l'Etat en France. Il est donc normal que, six mois après, j'aille sur place observer les résultats et rendre hommage aux Africains pour le courage dont il ont fait preuve.

Q - Et la démocratisation ? Faut-il oublier le discours de La Baule ?

R - Non. Il existe un certain nombre de principes d'organisation politique et sociale auxquels les Français sont attachés : la liberté des élections en est un, et il n'est pas concevable de transiger là-dessus. Mais les Africains ont, eux aussi, leurs formes d'organisation tra-

ditionnelles. Elles doivent sans doute évoluer, mais c'est à eux de définir la forme et le rythme que doit prendre cette évolution. Faut-il, par exemple, adapter leur droit coutumier à la modernité ? C'est leur affaire, je n'en déciderai pas à leur place. L'important est qu'ils sachent que, même si la communauté internationale a paru un temps les avoir abandonnés, la France est à leurs côtés, plus solidaire que jamais.

DAKAR, 28 JUILLET 1994

### Visite au Sénégal - Discours du Premier ministre, M. Edouard Balladur devant l'Assemblée nationale du Sénégal

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

### France - Sénégal - évolutions des relations bilatérales et du contexte international

C'est un grand honneur pour moi de m'adresser aujourd'hui aux représentants du peuple sénégalais. Il existe entre lui et le peuple de France que je représente ici une très longue histoire qui, si j'en crois les chroniques, remonte à ce jour de Noël 1364 où des marins dieppois jetèrent l'ancre pour la première fois sur vos rivages. Cette histoire, nous l'assumons ensemble aujourd'hui. Elle est notre patrimoine commun, comme la racine profonde à partir de laquelle peut aujourd'hui se développer la relation si particulière d'amitié et de confiance qui existe entre nos deux nations.

Ma première pensée aujourd'hui est celle de la gratitude pour votre hospitalité et pour l'occasion que vous me donnez de vous parler en ami. Mon message sera simple. C'est un message de solidarité renouvelée de la France à l'égard du Sénégal et de l'Afrique ; c'est un message d'espoir dans l'avenir du continent africain, c'est un message de confiance dans notre capacité commune à construire une société internationale plus stable, plus juste et capable de favoriser le progrès économique et social.

En affirmant cet espoir, je n'ai pas le sentiment de faire preuve d'un optimisme déplacé alors même que le monde nous rappelle sans cesse en ex-Yougoslavie ou au Rwanda combien la paix et la liberté sont fragiles. Je souhaite au contraire affirmer que notre destin commun est entre nos mains, pour autant que nous sachions réagir aux difficultés économiques, aux crises politiques et traiter ensemble des vrais problèmes du monde nouveau qui nous entoure.

Dans les derniers mois, la France et le Sénégal ont fait à deux reprises, avec d'autres, la preuve de leur capacité à prendre leurs responsabilités. Pour combattre la crise économique et la récession, le Sénégal a courageusement décidé avec ses partenaires de la zone franc réunis à Dakar de dévaluer le franc CFA. La France a adopté des mesures d'accompagnement d'une ampleur exceptionnelle et elle a contribué à mobiliser les institutions internationales. Cet effort commence au-

jourd'hui à porter ses fruits. Dans un autre domaine, pour arrêter l'insupportable martyre du peuple rwandais, ils ont décidé de lancer ensemble une opération humanitaire dont toute la communauté internationale commence aujourd'hui à mesurer les mérites.

Cette voie est celle de la lucidité, mais aussi de l'honneur et du courage, je vous propose de la poursuivre ensemble.

Depuis 1989, nous sommes, vous en Afrique et nous en Europe, confrontés à un monde nouveau. La fin de la division de la communauté internationale en deux blocs a constitué comme une sorte d'opération vérité. Désormais, nul ne peut plus se réfugier derrière les idéologies pour masquer des pratiques politiques incertaines, une absence de rigueur dans la gestion économique ou des ambitions territoriales inavouées. La liberté nouvelle qui est apparue dans le monde met chacun en face de ses responsabilités, avec les dangers que font courir à tous ceux qui ne veulent pas respecter les règles communes mais aussi avec les moyens que nous offrons désormais les extraordinaires capacités de la science et de la technique modernes. Nous voyons partout une aspiration à la liberté politique mais aussi économique qui seule permet aux citoyens de donner le meilleur d'eux-mêmes et de contribuer au bien-être de leur société.

L'Afrique n'a pas bénéficié de cette nouvelle situation du monde. Son économie trop fragile a souffert davantage que d'autres de la crise économique. Ses institutions politiques ont souvent été déstabilisées par la baisse des niveaux de vie. N'étant plus un enjeu dans la compétition entre les deux blocs, elle court le risque d'être marginalisée. Plusieurs pays se sont défaits dans la violence de guerres fratricides, dans la division, privés d'Etats et d'organisation sociale.

La Somalie, le Libéria, le Zaïre, l'Angola, le Rwanda constituent autant de situations qui, à des degrés différents, menacent l'équilibre de leur région et celui du continent tout entier.

De son côté l'Europe, à la construction de laquelle la France a associé son destin, a vu renaître la guerre sur son territoire. La liberté et l'indépendance retrouvées d'une moitié du continent ont fait réapparaître d'anciennes divisions. L'Ouest de l'Europe n'est pas non plus épargné par les doutes et les difficultés. La crise économique y a développé le chômage dont la diminution est un souci majeur des gouvernements européens. La récession que nous avons traversée l'an dernier et dont nous commençons heureusement à sortir a aggravé les problèmes économiques et budgétaires auxquels nous devons faire face.

Ces difficultés, en Afrique comme en Europe, ne doivent pas nous conduire au repli sur nous-mêmes. S'il est légitime que la France se préoccupe d'abord de soutenir son activité pour créer des emplois et s'engage à rechercher la stabilité du continent où elle se trouve, j'estime essentiel qu'elle poursuive son engagement en faveur de l'Afrique et des Africains. Cet engagement témoigne de la force que constitue le partage d'une langue et d'une culture. C'est aussi l'intérêt de l'Afrique comme celui de la France. C'est l'effet de leur proximité géographique mais chacun sait bien que les crises comme la prospérité de l'une et de l'autre sont liées,

qu'elles ont des effets, pour les uns et les autres, sur leur commerce, sur leur sécurité, sur leurs approvisionnements en matières premières ou encore sur les mouvements de population. Nos intérêts ne sont pas seuls en cause. Si les difficultés de l'Afrique devaient se prolonger et s'aggraver, ce serait pour la France et l'Europe l'échec d'une politique de développement et de coopération mais surtout nous y résigner, serait trahir le devoir moral de solidarité qui nous lie à l'Afrique et auquel je suis plus que tout attaché.

### Liens entre l'Europe et l'Afrique - démocratie

Nos destins sont étroitement liés. A nous de trouver ensemble les voies de la stabilité politique, de rester ouverts aux grands courants qui animent le monde et de fournir à nos peuples la prospérité à laquelle ils aspirent.

Comme l'Europe, l'Afrique a besoin de stabilité politique et par conséquent la démocratie et de consensus social, sans lesquels il n'est pas de développement durable. Comme l'Europe, il lui appartient de rechercher elle-même les moyens de les assurer.

La demande de démocratie est aussi forte en Afrique qu'ailleurs dans le monde. Déjà, en avril 1789, les habitants du Sénégal faisaient parvenir aux Etats généraux leurs "doléances et remontrances". Mais, comme dans d'autres régions du monde, la démocratie a longtemps été limitée par des légitimités qui s'appuyaient sur les idéologies de la guerre froide ou par les excès de régimes de partis uniques qui avaient supprimé tout pluralisme. Aujourd'hui, les nouvelles générations sont exigeantes. Elles nous rappellent que quelles que soient les différences d'évolution historique, de tradition, de psychologie des peuples, d'organisation des sociétés, la participation aux décisions de la communauté à laquelle il appartient constitue une aspiration fondamentale et universelle de l'individu.

Les voies vers la démocratie sont multiples ; elles sont longues à parcourir. Il a fallu plusieurs siècles aux démocraties occidentales pour devenir ce qu'elles sont. Les deux dernières guerres mondiales, auxquelles tant d'Africains ont participé aux côtés de la France, ont témoigné de leur fragilité. Le sacrifice consenti par tant des vôtres lors de la libération de la France, dont nous célébrons cette année le cinquantenaire, nous rappelle ce que nous leur devons mais aussi le prix des valeurs de démocratie et de liberté.

Je me garderai donc soigneusement de prodiguer conseils ou leçons. Je sais seulement que si l'Afrique souhaite poursuivre sa quête de la stabilité politique et du progrès économique, elle doit comme l'Europe avant elle s'engager résolument sur le chemin de l'Etat de droit. Les obstacles sont nombreux et le premier d'entre eux est le sous-développement, qui dans beaucoup de pays de votre continent ne permet souvent pas d'assurer l'éducation, et les conditions minimales de bien-être sans lesquelles il n'existe guère d'autonomie de l'individu. Je reviendrai, au cours de ce voyage en Afrique, sur notre impératif commun qui est le retour à la croissance sur votre continent et sur les espoirs que suscite la nouvelle politique courageuse mise en œuvre dans ce but par les pays de la zone franc avec le con-

cours actif des institutions internationales et de la France.

### **Démocratie - stabilité politique - respect des minorités - intangibilité des frontières - OUA**

La stabilité politique est la condition première de ce nouveau départ économique. Elle est inséparable d'un consensus national où les droits et les devoirs de chacun sont clairement établis et respectés. Ce n'est qu'ainsi que la volonté et les énergies de tous peuvent être mobilisés.

Beaucoup de progrès ont été accomplis dans cette voie qui est d'autant plus fructueuse qu'elle s'adapte aux situations et aux traditions de chacun. La tradition africaine est riche. Elle s'appuie sur une habitude de recherche du consentement qui suppose le respect de l'autre et une longue école de dialogue. Elle s'incarne dans un très beau symbole, celui de l'arbre à palabres qui existait autrefois dans chaque village et qui est un peu à l'Afrique, ce qu'était à l'Europe l'Agora athénienne. Que de crises ont pu être évitées ou résolues grâce au recours aux méthodes traditionnelles africaines de réunion pour trouver un accord. Que de chemin parcouru également ces derniers temps vers l'adoption de formes plus modernes de démocratie, en particulier dans les pays francophones ! La presse s'y développe de façon exceptionnelle, et les moyens d'expression et de participation des citoyens sont de mieux en mieux respectés.

Plusieurs pays africains, et en premier lieu, le Sénégal, familier depuis longtemps, grâce à la sagesse des Présidents Senghor et Diouf, des us et coutumes de la démocratie, ont réussi à instaurer chez eux une démocratie vivante et exemplaire. Ce courant s'est accéléré ces dernières années, devant les revendications des peuples.

Chacun sait bien que reconnaître et respecter les droits de la minorité exigent davantage de vertu démocratique qu'accepter la victoire de la majorité. Il revient aux Africains de réfléchir aujourd'hui aux moyens de mieux intégrer les minorités dans leurs institutions. Cela peut être fait par le biais de commissions parlementaires, par la formation de gouvernements d'union nationale ou encore lorsqu'il s'agit de sortir d'une crise grave, par l'organisation, durant une période de transition, d'un partage du pouvoir entre les différentes forces politiques du pays. L'Afrique du Sud, si longtemps meurtrie, est aujourd'hui en train de donner au monde une leçon exemplaire de respect de la minorité et de partage du pouvoir. La démocratie signifie également le pluralisme et l'indépendance des pouvoirs : une justice réellement indépendante de l'exécutif, une presse libre sachant maîtriser cette liberté, constituent toujours des contre-pouvoirs, facteurs d'équilibre dans la vie publique. De même, la dévolution de certaines responsabilités aux pouvoirs régionaux et locaux peut contribuer à l'équilibre politique d'un pays.

A chaque pays de trouver sa propre formule, son propre calendrier, en fonction de son histoire, de ses traditions, de ses conditions propres. Il n'y a pas de recette unique, ni de figure imposée pour la démocratie, et je me garderai d'en suggérer une en particulier. L'im-

portant est que le système adopté réponde aux aspirations des peuples et à l'épanouissement des hommes. Il doit permettre leur mobilisation en faveur de la croissance et du développement, et fournir à l'effort qu'ils requièrent, tant de la part des populations que des bailleurs de fonds et des investisseurs étrangers, la stabilité indispensable.

Cette stabilité, l'Afrique comme l'Europe souhaite qu'elle inspire la vie internationale. C'est un objectif d'autant plus difficile à atteindre que sur tous les continents, la fin de la division du monde en deux blocs a fait resurgir beaucoup d'anciennes rivalités. En Europe comme en Afrique, l'on en revient souvent à traiter des problèmes que l'on avait cru dépassés, notamment ceux qui concernent les frontières et les minorités.

J'ai souvent entendu dire qu'aborder ces questions difficiles était un exercice dangereux et consistait en quelque sorte à ouvrir la boîte de Pandore. Je le fais aujourd'hui devant vous de façon d'autant plus libre que je suis convaincu du contraire. Il nous faut, en Europe, où nous le faisons en ce moment à mon initiative, comme en Afrique, avoir le courage politique de traiter ces questions difficiles de frontières et de minorités qui, précisément parce qu'elles sont trop souvent occultées, peuvent être à l'origine de crises graves.

S'agissant des frontières, l'Afrique a eu la grande sagesse de se prononcer pour leur intangibilité en adoptant une fois pour toutes le principe du respect des frontières héritées de la colonisation. La plupart des Etats africains ont jusqu'ici réussi à résoudre de façon pacifique les litiges qui pouvaient les opposer dans ce domaine. Comment ne pas exprimer sa satisfaction devant les développements récents du long contentieux qui a opposé le Tchad à la Libye et qui vient de trouver une conclusion dans l'arbitrage rendu par la Cour internationale de Justice, dont les termes ont été appliqués par les parties ?

Plus difficile est le problème des minorités et du respect de leurs droits. Des groupes de population, qui dans certains cas représentent une part importante de celle d'un pays, se trouvent parfois privés de toute participation au pouvoir et sans capacité à faire valoir leur particularisme ethnique, culturel ou religieux. La tentation peut être grande alors, au détriment du devoir de loyauté qu'un citoyen doit à son pays, de s'appuyer sur telle ou telle aide extérieure venant d'un pays voisin pour faire prévaloir ses revendications. La guerre qui sévit aujourd'hui au sud du Soudan nous en donne un triste exemple. L'ex-Yougoslavie également.

Comment traiter de façon préventive et sans chercher à les occulter les problèmes de frontières ou de minorités qui fragilisent aujourd'hui notre société internationale ? L'Europe pas plus que l'Afrique n'échappe à ces difficultés. La triste expérience de l'ex-Yougoslavie, comme le drame que traverse le Rwanda, nous le rappellent chaque jour. Pour tenter d'éviter la répétition de tels événements, j'ai proposé, en ce qui concerne l'Europe, la conclusion entre tous les pays du vieux continent d'un Pacte de stabilité qui réunirait tous les accords de bon voisinage qu'auraient signés entre eux les pays d'Europe centrale et orientale. Je suis convaincu que c'est en regardant leur problèmes en face et en nouant des relations de bon voisinage, que les

pays européens définiront un nouveau pacte social de leurs relations fondé sur la stabilité des frontières, le respect des droits des minorités et l'habitude d'un dialogue régulier et confiant. L'expérience franco-allemande nous apprend depuis plus de trente ans que de bonnes procédures de discussion et de dialogue animées par une forte volonté politique, peuvent permettre des réconciliations exceptionnellement fécondes.

Il n'existe pas en la matière de recette unique ni transposable partout. Les Etats africains et l'Organisation de l'Unité africaine s'emploient à trouver leur propre voie. L'organisation africaine a mis en place il y a un an un mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits qui manque encore de moyens et d'expérience, mais qui représente une prise de conscience très positive. La France en soutient la mise en œuvre, et y voit un instrument qui doit réunir les concours des pays africains qui sont au premier chef concernés par les crises de leur continent. Le code de conduite adopté lors du récent sommet de l'OUA à l'initiative de la Tunisie marque au plan politique cette ambition.

### Avenir de l'Afrique - intégration régionale

D'autres orientations suivies par les pays africains contribuent également à la stabilité du continent. C'est principalement son ouverture sur lui-même et sur le monde. L'Afrique est une. Sans vouloir minimiser la spécificité de chacun ou les liens que la Francophonie ou l'Anglophonie ont pu faire naître, il est évident que les problèmes de l'Afrique ne peuvent trouver une solution sans une vue d'ensemble du continent, qui seule permettra de décloisonner les courants d'échange, de favoriser la liberté de circulation des biens, des hommes et des services et surtout de développer à l'échelle de l'Afrique tout entière une solidarité politique tellement nécessaire.

Les accords d'intégration régionale conduisent à une convergence des politiques économiques, mais contiennent également une dimension politique : les responsables prennent l'habitude de se consulter, de rapprocher leurs points de vue, voire de travailler ensemble. De nombreux exemples illustrent cet effet politique bénéfique, dans le monde, en Europe, en Asie ou sur le continent américain. En Afrique, les réunions de la Sadec, de même que celles de la zone franc contribuent à harmoniser les positions de leurs membres au plan politique général.

Les Africains savent que c'est à eux qu'incombe au premier chef la responsabilité de leur destin. C'est à l'Afrique qu'il appartient de poursuivre avec courage et détermination la rénovation de ses structures politiques et économiques.

Pour autant que les pays africains le souhaiteront, et dans le respect de leur indépendance, la France se tiendra à leur côté pour leur apporter son soutien dans cette tâche difficile. Devant la représentation du peuple du Sénégal, je voudrais réaffirmer de façon solennelle l'engagement de la France à l'égard du continent africain.

### Rwanda - intervention franco-sénégalaise

Cet effort et cette solidarité doivent d'abord jouer dans le domaine humanitaire et dans celui de la sécurité. Comment ne pas évoquer à cet égard le drame du Rwanda. Je considère que c'est l'honneur du gouvernement français d'avoir entrepris, bien seul au début, avec un mandat du Conseil de sécurité des Nations unies, une opération militaire de sauvetage humanitaire dans ce pays. Des centaines de milliers de morts, plusieurs millions de personnes réfugiées, la perspective de massacres à venir ; rien n'avait été en mesure de mobiliser la communauté internationale. Il nous a semblé impensable de laisser se prolonger ainsi sans réagir le martyre d'un peuple, et de nous désintéresser d'une nation africaine abandonnée de tous. Votre pays, Monsieur le Président, a éprouvé le même sentiment, et il s'est trouvé très vite et spontanément aux côtés de la France dans cette opération difficile et dangereuse. Une fois de plus, nos deux peuples se sont retrouvés ensemble sur les chemins du devoir et de l'honneur, convaincus comme le dit un dicton wolof que, "c'est l'honneur qui est le remède de l'homme".

Pour avoir respecté scrupuleusement le mandat humanitaire qui nous avait été donné par les Nations unies, nous avons aujourd'hui atteint les principaux objectifs que nous nous étions fixés en luttant de toutes nos forces contre le pire et en éveillant la conscience internationale. Et j'observe que la communauté internationale commence enfin à se mobiliser.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

### Coopération franco-africaine - OUA - mécanisme de prévention des conflits

Fidèle à ses traditions et à ses amitiés, la France souhaite aujourd'hui donner une nouvelle dimension à ses relations avec l'Afrique. Comme le monde, nous avons les uns et les autres beaucoup changé. Notre coopération doit, une fois de plus, s'adapter à ces nouvelles circonstances.

La France est prête à apporter son aide à ses partenaires africains qui le souhaitent pour renforcer leurs institutions, pour les assister lorsque cela est nécessaire dans le bon déroulement des opérations démocratiques et enfin pour affermir leur état de droit. Celui-ci rassure les investisseurs, assure un meilleur équilibre des pouvoirs grâce à la formation de magistrats et de journalistes indépendants. La coopération en matière de gendarmerie et de police peut également favoriser la paix civile et permettre un maintien de l'ordre démocratique.

Mais la France souhaite également poursuivre une présence diplomatique active en Afrique. Lorsque les parties en présence font appel à elle, elle est prête, à titre préventif, à faciliter la solution des différends. Je crois, Monsieur le Président, que le "témoignage" qu'elle a été amenée à rendre sur la Casamance a été bien reçu. L'action qu'elle mène aujourd'hui conjointement avec l'Algérie et le Burkina Faso, peut également apporter une contribution utile au règlement de la question Touareg au Niger.

Mais de telles actions ressortent en premier lieu de la compétence de l'OUA. Les récents événements sur le continent africain concernent cette organisation qui souhaite aujourd'hui, selon les orientations des Nations unies, mener des actions capables de désamorcer les conflits ou de leur apporter une solution. Il faudra du temps et des efforts pour que cette politique puisse véritablement porter ses fruits et qu'à l'image de la CSCE sur le continent européen, l'OUA développe encore ses activités de diplomatie préventive et se transforme en un véritable mécanisme de sécurité collective ; mais la France avec d'autres pays est prête à apporter toute son aide à une telle orientation. L'Afrique dispose d'abord d'un réseau de diplomates de grande qualité et d'un nombre important d'observateurs expérimentés qui font actuellement partie des forces des Nations unies. L'OUA peut tirer le meilleur parti de cet acquis en faveur d'initiatives plus nombreuses de diplomatie préventive.

La dure leçon du Rwanda incite également à s'interroger sur les moyens dont dispose l'Afrique dans le domaine du maintien de la paix. Lorsque le Secrétaire général des Nations unies a voulu mettre en place la MINUAR renforcée, conformément au mandat qui lui avait été donné, il s'est trouvé en face d'effectifs fournis par de nombreux pays africains qui étaient suffisants en nombre pour accomplir leur tâche. En revanche, ces forces n'étaient pas équipées. Elles manquaient d'armements, de moyens de transport et de logistique et il a fallu les efforts que vous savez pour obtenir que les pays qui avaient promis de contribuer à cet équipement commencent à se mobiliser. Ne faut-il pas aujourd'hui réfléchir à la manière d'éviter à l'avenir de tels retards ? Il me paraît urgent d'étudier la mise sur pied d'une structure proprement africaine qui soit capable d'intervenir rapidement en Afrique pour des opérations de maintien de la paix. La France et les institutions européennes, mais aussi d'autres contributeurs, pourraient apporter leur coopération à un tel projet.

### Dévaluation du franc CFA - premier bilan

La solidarité et la coopération de la France s'exercent également et de façon importante dans le domaine du développement. Premier soutien de l'Afrique, premier des grands pays industrialisés par son effort d'aide au développement, la France a témoigné à l'occasion de la dévaluation du franc CFA de son engagement renouvelé en faveur de l'Afrique. Elle a mobilisé avec succès les institutions financières et les bailleurs de fonds internationaux pour que leur concours vienne assurer le succès de l'opération. Elle a elle-même consenti et continuera à consentir un effort financier considérable, pour autant que les programmes d'ajustement auront été mis en œuvre avec détermination et que les critères en auront été respectés. Dans le même temps, le gouvernement a incité les entrepreneurs à tirer parti des perspectives de croissance et de développement qui existent désormais dans la zone franc et qui doivent leur permettre d'y investir avec confiance.

Cette dévaluation décidée courageusement par les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone franc n'a qu'un but : rompre avec la récession qui asphyxiait vos

pays depuis de nombreuses années. D'ores et déjà, les premiers efforts positifs s'en font sentir :

- des moyens supplémentaires ont été dégagés et la zone franc bénéficie à nouveau des concours financiers des institutions internationales dont elle avait été privée depuis plusieurs années ;

- la compétitivité des entreprises de la zone franc et de son secteur agricole a été restaurée comme en témoigne l'augmentation de ses exportations et le mouvement de retour des capitaux qui s'amorce ;

- les pays de la zone vont pouvoir à nouveau concentrer leurs efforts, en partenariat avec la coopération française, sur des projets de développement qui préparent l'avenir au lieu de rechercher difficilement les moyens d'assurer leurs seules dépenses de fonctionnement.

L'inflation maîtrisée, l'unité de la zone franc préservée, les signes d'une reprise qui apparaissent, sont autant de raisons aujourd'hui de poursuivre ensemble nos efforts car ils commencent à porter leurs fruits.

L'Afrique sait qu'elle peut compter sur la France ; elle doit aussi s'appuyer sur les efforts de l'Union européenne. Dès les premiers pas de la Communauté, la France a joué un rôle essentiel pour que l'Union européenne ait une véritable politique africaine. A chaque renouvellement de la Convention de Lomé, elle a pesé de tout son poids pour augmenter les moyens mis à la disposition des Etats signataires, tout en développant son action bilatérale. Mon gouvernement est déterminé à poursuivre dans la voie de la solidarité euro-africaine qu'appelait de ses vœux le Président Senghor. Cette forte relation entre nos deux continents est pour eux un atout supplémentaire dans la compétition internationale.

Pour animer cette ambition, j'ai tenu en 1993 à ce qu'un ministère de plein exercice, dirigé par M. Michel Roussin qui est aujourd'hui à mes côtés, soit votre interlocuteur de façon permanente.

Monsieur le Président,

### France - Afrique

C'est un grand privilège qui m'a été donné de pouvoir m'adresser à l'Assemblée nationale sénégalaise, l'une des plus anciennes institutions parlementaires d'Afrique, symbole de la démocratie sur le continent. La France trouve dans l'exemple sénégalais et dans la richesse humaine des peuples africains, toutes les raisons de garder confiance dans l'avenir de l'Afrique.

Les événements récents ont montré une fois encore que la communauté franco-africaine existait, qu'elle avait une réalité politique en Afrique et dans le monde, qu'elle pouvait jouer un rôle bénéfique pour le continent. Ils nous appartient à vous et à nous, de la garder vivante, et de la faire évoluer en fonction de la nouvelle situation du monde. Vous pouvez compter sur le gouvernement français pour qu'il emploie toute son énergie. Et je ne doute pas que notre prochaine conférence franco-africaine, à Biarritz en novembre, ait à cœur d'en entretenir la vigueur, le dynamisme et l'élan fraternel.

Vive l'amitié entre la France et le Sénégal !

Vive le Sénégal !